



Chiffres clés juillet 2019

340 incidents
953 victimes
1.560 cas de violations

Tendances mensuelles



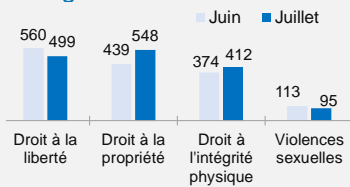
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	700	73.5%
Femmes	173	18.2%
Garçons	49	5.1%
Filles	31	3.3%
Total	953	

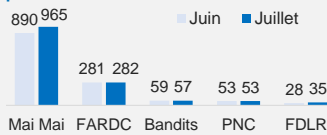
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDIs Retournés	386	40.5%
Resident(e)	410	43.0%
PDIs	157	16.5%
Total	953	

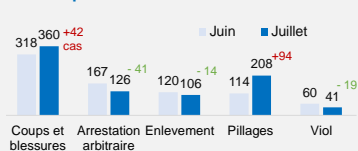
Catégorie des violations



Violations par auteurs présumés



Principales violations



1. Résumé

Au cours de ce mois, de nombreux incidents ont été enregistrés suite aux exactions commises par les groupes et bandits armés dans les provinces du Sud Kivu et du Maniema spécifiquement à Kabambare. Au cours des embuscades et attaques perpétrées sur des axes routiers et dans certaines localités, des violations graves de droits humains ont été signalées. Il s'agit entre autres de meurtres, d'enlèvements, de viols et d'arrestations arbitraires dont sont victimes la population civile.

À **Fizi**, plusieurs affrontements opposant les FARDC et les groupes armés d'une part et d'autre part des groupes armés entre eux ont été enregistrés durant le mois dans les groupements de Balala Nord et Basilocha dans le secteur de Tanganyika. Des cas d'incursion et de braquage, œuvre d'hommes armés à Ngalula et Lubichako dans les groupements de Babungwe_Sud et Basikasilu dans le secteur de Ngandja, ont été signalés.

Le **territoire de Kabambare** a connu des accrochages entre les combattants du groupe armé Mai-Mai Brown à la rivière Mayi moto dans le groupement de Penemende. Egalement, des groupes armés pygmées Twa et Mai Mai Malaika Zoro se sont illustrés dans les violations des droits à la liberté (Enlèvement) à Muzingamaloba dans le groupement de Benyebemba et Mwamuloyi dans le groupement de Kanyengele.

Dans le **territoire d'Uvira**, plusieurs cas d'incursions et de braquages dans les groupements de Bijombo et Lemera ont été perpétrés par des groupes et bandits armés. A ce titre, des extorsions de biens, des enlèvements et des pillages ont pu être notés. Parmi les villages touchés figure Masatha où les effets du conflit intercommunautaire opposant la communauté Banyamulenge aux communautés Babembe, Banyindu et Bafuliru se fait encore sentir. Ces actions pourraient raviver ce conflit dans cette partie du territoire.

Pour **Shabunda**, des groupes armés Mai-Mai et Raiya Mutomboki de factions diverses, profitant de l'effectif réduit ou de l'absence des FARDC dans certaines localités ont mené des incursions aux cours desquelles, il a été relevé d'innombrables cas des violations commises à l'encontre des civils notamment des viols de masse sur des femmes dans les mines de Kambanyama et Kalusungu dans le groupement de Nkulu, en chefferie de Wakabango 1^{er}, mais aussi des cas de pillage, de coups et blessures, des extorsions de biens, des travaux forcés également des cas de recrutement d'enfants dans les groupements de Batali et Bamuguba Sud. Des mouvements de population, fuyant les représailles des groupes armés dans ces sites miniers ci-haut cités ont par ailleurs été observés.

Dans le **territoire de Mwenga**, les chefferies de Lwindi, de Burhinyi, de Basile et le secteur d'Itombwe ont été le théâtre des méfaits des Mai-Mai et Raiya Mutomboki des factions Gyalabatu et Nakiliba. Ces derniers se sont illustrés par des incursions, des embuscades et la perception de taxes obligatoires à l'encontre de la population civile.

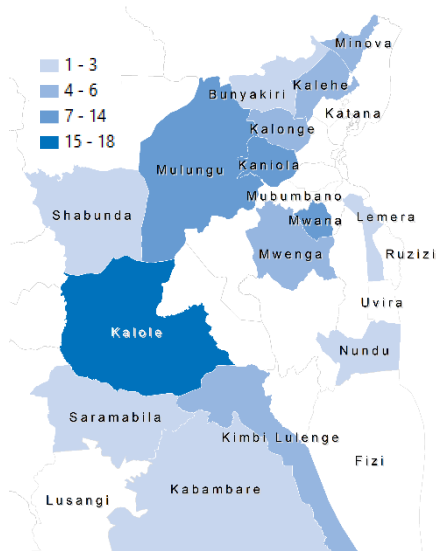
Au-delà du calme apparent qui a caractérisé la grande partie du **territoire de Walungu**, il a été signalé quelques cas des violations commises par les éléments des groupes armés Raiya Mutomboki des factions Maheshe et Ndarumanga contre les civils respectivement à Luntukulu et Cinda dans le Groupement de Mulamba. Ces miliciens ont mené des incursions et des embuscades sur le tronçon menant à la localité d'Isezya dans le territoire de Shabunda en passant par Nzibira dans le territoire de Walungu.

Enfin dans le **territoire de Kabare**, la situation de protection reste volatile. Certaines localités sont régulièrement occupées par des groupes armés Raiya Mutomboki. Ces derniers obligent la population civile à payer des taxes à tout adulte. A en croire certaines sources d'informations communautaires, cette situation aurait un lien avec l'interminable conflit de pouvoir dans la zone.

Violations par zone de santé et par catégorie de violation

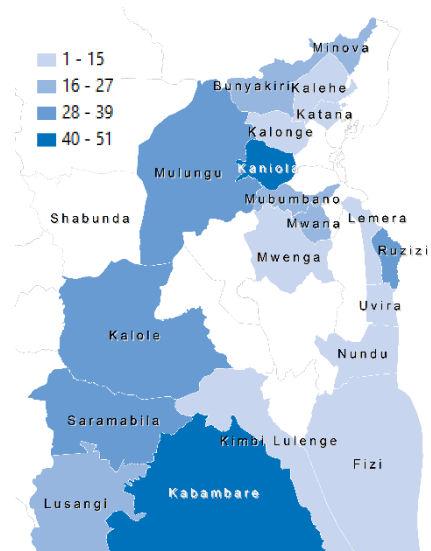
Violences sexuelles

(Viols, agressions physiques, agressions sexuelles)



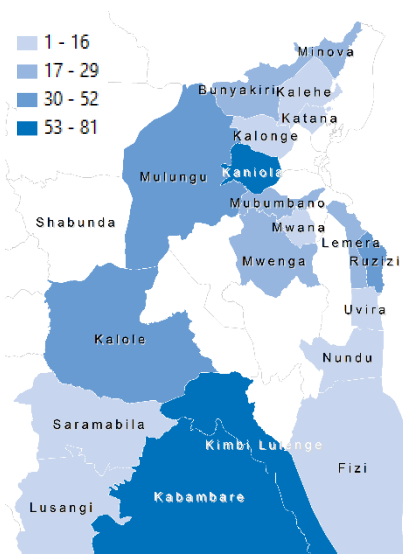
Violations du droit à l'intégrité physique

(coups et blessures, homicides, tortures)



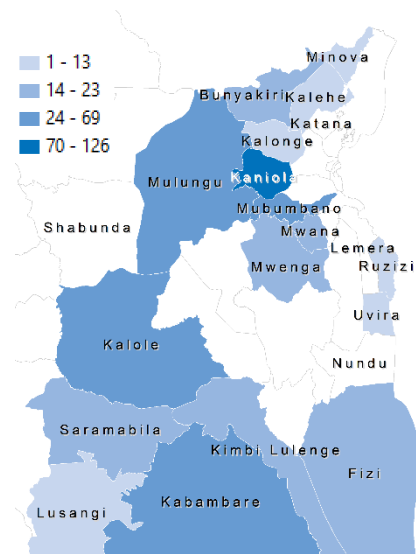
Violations du droit à la propriété

(Extorsions de biens, pillages)



Violations du droit à la liberté

(Travaux forcés, arrestations arbitraires, enlèvements)



1. Violations de droits humains

À travers l'outil de collecte de données Kobo, **1560 cas** de violations ont été enregistrées lors de **340 incidents** de protection. Ces violations ont touché **953 victimes**. Se référant au mois de juin dernier au cours duquel **1441 cas avaient été documentés**, on enregistre une augmentation de 119 cas.

Cette hausse se justifierait par l'activisme accru des groupes armés sur la quasi-totalité de la province ce mois, même si certains territoires restent plus touchés que d'autres.

Selon les données recueillies, Shabunda (322), Walungu (314), Kabambare (278) restent les territoires les plus touchés.

A Shabunda, l'échec des pourparlers entre groupes armés serait l'un des facteurs expliquant le nombre important de violations enregistrées dans ce territoire. En effet, ces factions Rayia Mutomboki sortis des groupes armés, multiplient les incursions et attaques pour bien exprimer leur désaccord à la reddition. Les incidents enregistrés le 21 juillet 2019 dans le groupement de Bamuguba Sud, l'illustrent bien. En outre, 6 éléments Raiya Mutomboki de la faction Mabala auraient mené une incursion dans les localités de Nyombe et Maimingi. Ce même jour, une autre faction, les Bozi auraient attaqué la mine de Kohoze, et une mine de la localité de Parking. Un autre facteur serait un conflit de pouvoir dans la chefferie de Wakabango 1^{er} opposant les héritiers de l'ancien chef défunt et un civil qui se serait autoproclamé chef. Chacun des belligérants s'est attribué les services de groupes armés (faction Jean Musumbu et les Mai Mai Malaika) actifs dans la zone, qui attaquent régulièrement les villages de la chefferie selon qu'ils soient partisans de l'un ou l'autre des parties en conflit. Ces différents raids expliqueraient la prédominance et les chiffres assez élevés de certaines violations à Shabunda notamment 15 cas de viol (34%), 8 agressions sexuelles (57% des cas), 58 cas de travaux forcés (25% des cas), 75 extorsions de bien (24%) et 50 cas de coups et blessures (19%).

Avec 314 cas, Walungu vient en seconde position des territoires ayant enregistré un grand nombre de violations. Sa proximité avec Shabunda (le tronçon menant à la localité d'Isezya dans le territoire de Shabunda en passant par Nzibira dans le territoire de Walungu) expliquerait ces données. Les mêmes groupes armés œuvrant à Shabunda, étendraient leur action dans le territoire voisin de Walungu. Aussi 95 cas de coups et blessures (19%), 23 enlèvements (22% des cas) et 86 cas de travaux forcés (33% des cas) seraient les violations les plus commises dans ce territoire par les groupes armés en général.

A Kabambare, ce sont plutôt les affrontements entre les Mai Mai, de ces derniers avec les FARDC et les enlèvements qui expliqueraient les violations enregistrées. Ce territoire connaît le plus grand nombre d'enlèvement avec 35 cas enregistré, soit 35% et de pillages avec 67 cas soit 32% des cas. Les groupes armés dans ce territoire utilisent ces deux modes opératoires pour soutirer des moyens de subsistance aux victimes de leurs méfaits. Ainsi, à Salamabila, du 25 au 26 juillet 2019, 7 civils dont 5 travaillant pour l'entreprise Banro (1 européen, 1kenyan, 1 sud-africain, 2 congolais) et 2 résidents ont été enlevés par des Mai Mai moyennant une rançon.

Au titre des auteurs présumés, les Mai Mai/Raiya Mutomboki viennent en tête avec 965 soit 62% des cas violations documentées. Les extorsions de biens (66%), les coups et blessures (60%), les pillages (57%) et les enlèvements (89%) sont les violations le plus commises par ces derniers lors des affrontements, des braquages et attaques de localités.

Les violations sont commises autant sur les personnes déplacées internes (660 pour les retournés et 274 pour les déplacés) que sur les populations résidentes (624).

2. la coexistence pacifique

Dans le groupement de Bijombo en territoire d'Uvira, la tension entre, d'un côté la communauté Banyamulenge et de l'autre, les communautés Fuliru, Bembe et Nyindu reste vive dans les villages de Muranzia, Kwibijigi, Gosheni, Rushimisha, Bagimba et Bishigo. Les ressortissants des communautés Bafuliru, Babembe et Banyindu auraient quitté ces villages au cours du mois de juin parce qu'ils seraient occupés, selon eux, en majorité par les Banyamulenge. Par ailleurs, la communauté Fuliru avait boycotté la réunion de cohabitation pacifique prévue le 18 juillet à l'initiative du Comité de médiation locale à Masatha, au prétexte d'être sous représenté dans ledit Comité comparativement aux Banyamulenge. Cette division a même affecté les Eglises CEPAC et CADA de Masatha en Groupement Bijombo où les fidèles s'alignent derrière les leaders religieux ressortissants de leurs communautés respectives. Cette scission engendre beaucoup d'incidents.

A titre d'exemple, le 17 juillet 2019, un homme résidant de la communauté Nyindu a été enlevé par les miliciens Twigwaneho à majorité Banyamulenge qui ont emporté ses 20 moutons à Irango, dans le groupement Bijombo. Le motif de cet acte serait que la communauté de la victime serait en complicité avec les éléments FNL dans la zone. Les Mai-Mai Bishambuke issus de la communauté Fuliru, Nyindu et Bembe ont exigé la libération de la victime et la restitution immédiate des moutons au risque de mener une attaque.

Dans le **territoire de Fizi**, il y a regain des accrochages entre le groupe armé Gumino et les Mai-Mai Yakutumba à Rwisankuku et à Tuwe-Tuwe dans le groupement de Basilocho en secteur de Tanganyika. Ces affrontements auraient pour

mobile des règlements de compte consécutifs aux vols de vaches dans les fermes ou les pâturages appartenant aux éleveurs de l'une ou l'autre des deux communautés, perpétrés par les éléments du groupe armé Gumino et les Mai-Mai Yakutumba affiliés aux deux protagonistes.

A **Kalehe**, l'accès à la terre et l'assimilation par la population hôte de la communauté Hutu aux nouveaux arrivés CNRD/FDLR dans le groupement de Ziralu, risquent d'engendrer des violences avec de graves conséquences sur la cohabitation pacifique entre les communautés locales et la protection des populations. Ces foyers de tensions sur fond de suspicions sont observables dans les localités de Ramba et à Katasomwa dans le groupement de Mubugu.

Dans le **territoire de Shabunda**, un conflit foncier dans la localité de Maimingi 2 dans le groupement de Bamuguba Sud, opposerait la communauté Lega autochtone à celle des Tembo venue de Kibandamangobo dans le territoire voisin de Walungu. Les populations autochtones accuseraient les Batembo d'être entrée dans leur territoire pour y exploiter le bois et l'or. Des menaces d'attaques imminentes sont proférées entre les deux communautés.

En outre, un conflit de pouvoir dans la chefferie de Wakabango 1^{er} oppose les héritiers de l'ancien chef défunt et un civil autoproclamé chef. Cette situation, en plus de créer des scissions entre les chefs de groupement de la chefferie, est la source de plusieurs violations graves de droits humains. En effet, chacun des deux parties affiliées à des groupes armés, commet, au nom de cette revendication du pouvoir, des violations graves des droits humains dans les localités partisans à l'un ou l'autre des deux protagonistes. On notera lors de l'attaque du 04 et du 06 juillet des mines de Kambanyama, Kalusungu et Kyamisege dans le groupement de Nkulu, des pillages, 15 femmes violées, 35 civils dont 10 enfants soumis au transport des biens volés. 652 ménages auraient quittés les sites miniers pour se réfugier à Lusenge, Kyankombe, Kyoka, Makombola et Wamba par crainte de représailles.

3. Protection de l'enfance

Il ressort des données collectées pour ce mois de juillet que 96 enfants ont été touchés par les violations des droits humains. Même si au cours de ce mois les violations, de façon générale à l'encontre des enfants, semblent avoir baissé, il n'en demeure pas moins que les cas de 1612 ont par contre connu une augmentation passant de 50 cas en juin à 80 cas en juillet. Les enfants constituent jusqu'à ce jour, la proie des groupes armés qui continuent de les recruter pour renflouer leur effectif. Ainsi, 56 cas de recrutement d'enfants contre 26 le mois dernier, ont été documentés. Shabunda, qui reste le territoire avec le plus de cas de 1612 (soit 29 cas) totalise à lui seul 23 cas de recrutement d'enfants. D'ailleurs, les autorités de Shabunda semblent divisées sur la sensibilisation pour une reddition des miliciens que voudrait mener certains membres de groupes armés Rayia Mutomboki à Shabunda. Ils craignent que cette activité ne soit l'occasion pour ces groupes de recruter encore plus d'enfants.

En dehors du recrutement d'enfants qui constitue une des violations graves rapportée par le mécanisme 1612, ce mois plusieurs cas de viols sur mineur ont été enregistrés. Au total, ce sont 14 filles victimes de viol dont l'âge varie entre 5 et 17 ans qui ont été documentés.

En somme, ce mois, ces violations perpétrées contre les enfants comptent parmi les conséquences des actions des groupes armés dans les territoires de la province du Sud Kivu, en particulier à Shabunda. Ces derniers demeurent les premiers auteurs présumés de ces problèmes de protection avec 61 cas de violation dont 45 recrutements d'enfants, 7 viols sur mineur, 5 enlèvements, 3 meurtres et 1 attaque d'école/hôpital. Comme mentionné plus haut, l'échec des pourparlers entre groupes armés pour la reddition et les conflits de pouvoir avec implication des groupes armés au côté des belligérants expliqueraient cette recrudescence des cas de 1612.

4. Violences sexuelles et sexiste

95 cas des violences sexuelles et sexistes ont été enregistrés au cours de ce mois. On compte parmi ces SGBV documentés 41 cas de viols et 14 cas d'agressions sexuelles. Ces chiffres, même s'ils sont en baisse comparativement au mois dernier (53 viols et 18 agression sexuelle) restent toujours élevés pour la communauté humanitaire. Les principaux auteurs présumés dans les cas de viols sont les groupes armés inconnus (12 cas) suivi des Mai Mai (9 cas). Sur l'ensemble des territoires couverts par le projet, Shabunda a été le plus affecté avec 14 viols enregistrés suivi de Kalehe avec 10 cas. Ces groupes armés inconnus seraient des miliciens réfractaire à la reddition, sortis des groupes armés connus. Ils commettraient ces violations en vue de manifester leur désaccord.

A Shabunda, le conflit de pouvoir à Wakabango 1^{er} serait à l'origine de bon nombre de violations graves de droits humains. En effet, les protagonistes se seraient offert les services de groupes armés afin de régler leurs différends. Ainsi, chacun commet des exactions dans le camp de l'adversaire par groupes armés interposés. C'est ainsi que malheureusement, dans la nuit du 05 au 06 juillet 2019, la coalition Raiya Mutomboki de la faction Jean Musumbu et les Mai Mai Malaika au nom de cette lutte du pouvoir, se sont lancés dans les carrés miniers de Kambanyama, Kalusungu, Kyamisege dans le

groupement de Nkulu toujours en chefferie de Wakabango Ier où ils auraient commis d'innombrables violations. 15 femmes ont été violées lors de cette incursion. Toutes ces survivantes ont bénéficié des kits PEP dans le délai de 72 heures. Dans l'ensemble, les viols ont été commis sur les femmes et les filles lors des incursions et passages de certains éléments Mai-Mai/Rayia Mutomboki dans certaines localités. Les zones les plus touchées sont dans la plupart des cas celles assiégées et/ou contrôlées par les groupes armés. Les femmes, à la recherche de moyens de subsistance restent les plus exposées.

5. Analyse contextuelle, défis et perspectives par territoire

Territoire	Contextes et défis	Perspectives
<p>Fizi</p>	<p>le territoire de Fizi dans son ensemble a été affecté par l'activisme des hommes et groupes armés. Les zones les plus affectées sont : Le secteur de Tanganyika particulièrement le groupement de Basilocha, le secteur de Ngandja et le secteur de Lulenge vers l'ouest de Kilembwe.</p> <p>Au cours de ce mois, une série d'affrontements a été signalé notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'affrontement opposant la coalition de Mai-Mai Fuliro et Nyindu aux Mai-Mai Gumino à Rwisankuku dans le groupement de Basilocha dans le secteur de Tanganyika, toujours dans le cadre du conflit intercommunautaire qui oppose ces communautés. Les conséquences humanitaires enregistrées sont : l'incendie de des maisons, le vol du b et le déplacement d'environ 67 ménages de 335 personnes de Rwisankuku dans le secteur de Tanganyika, groupement de Basilocha vers Kivumu et Mishashu dans le secteur de Lulenge, groupement de Basimunyaka Sud. • Un autre affrontement a opposé les FARDC et les Mai-Mai Yakutumba à Kachemba, dans le groupement de Basikasilu dans le secteur de Ngandja le 29 juillet 2019. Ces affrontements ont fait deux FARDC tués, deux blessés du côté des FARDC, quatre résidents atteints par balles dont trois enfants. Il a été aussi signalé lors de ces affrontements, le déplacement d'environ 32 ménages vers les villages environnants. <p>A ces affrontements s'ajoutent les enlèvements de trois civils parmi lesquels un enfant de 16 ans venant de Salamabila pour Kabiluga à bord d'une moto par les présumés Mai-Mai Mulumba le 16 juillet 2019 dans le village d'Ambwete/Makola, localité de Bikuchu du groupement de Basimimbi dans le secteur de Lulenge.</p> <p>Analyses / Défis : L'accès dans cette partie du territoire est devenu très difficile. Avec ces affrontements récurrents, la présence de l'autorité de l'état est faible.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des séances de plaidoyer auprès du commandement militaire secteur FARDC basé à Lulimba et au niveau provincial pour le renforcement de la sécurité dans les Hauts Plateaux de Fizi mais aussi sur l'axe Misisi_Kachemba_Lubichako où il y a activisme accru des groupes armés. • Solliciter l'implication des agences du système des Nations Unies et les ONGs intervenant dans la gestion pacifique des conflits afin de mener des actions pour une implication des leaders communautaires et l'autorité administrative dans la résolution du conflit intercommunautaire qui sévit dans le territoire de Fizi.
<p>Kabambare</p>	<p>La situation sécuritaire et celle de protection a été émaillée, durant la période que couvre ce rapport, par l'activisme des groupes armés s'affrontant entre eux et menant des raids dans les localités d'une part et d'autre part, les affrontements avec les FARDC. Cet activisme se manifeste par les enlèvements, les pillages dont sont victimes les populations.</p> <p>Les zones les plus touchées par ces exactions sont entre autres certains villages des groupements de Benyebemba dans le secteur de Babuyu et du groupement de Nonda du secteur de Babembe Lulindi. En guise d'exemple, le 25 juillet 2019, une attaque des FARDC par les Mai-Mai Malaika a été signalée à Kalufanya, à environ 16 km de Lusangi dans le groupement de Nonda secteur de Bangubangu Lulindi. Cet incident avait occasionné l'incendie du véhicule FARDC et le déplacement d'environ 131 ménages de Mabanda vers Kibenga et de 300 ménages de Gego vers Penemwimba. Enfin, du 25 au 26 juillet, 7 cas d'enlèvement de civils ont été signalé à Salamabila. Il s'agit de 5 civils (1 Européen, 1 kenyan, 1 sud-africain et 2 congolais) travaillant pour le compte de la société Banro et 2 civils pour qui une rançon de 500\$ chacun a été exigé à leur famille.</p> <p>Analyses / Défis : l'insécurité règne de plus en plus dans la zone à cause de la présence permanente des Mai-Mai dans la commune de Salamabila</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les séances de plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC pour un renforcement de la sécurité dans cette zone. • Impliquer l'autorité administrative de la commune de Salamabila pour sensibiliser les leaders communautaires afin que les cas d'enlèvement visant les agents de BANRO ne se répètent plus. Ceci contribuerait à un environnement protecteur de la population civile.

	<i>et ses environs. Ceci limite la libre circulation des populations de cette localité.</i>	
Shabunda	<p>Plusieurs incursions en lien avec l'échec des pourparlers de reddition des groupes armés et le conflit de pouvoir qui sévit dans la zone ont fait l'actualité de la situation de protection dans la zone.</p> <p>En effet, pour manifester leur désaccord, certains groupuscules issus de la faction Raiya Mutomboki mènent plusieurs actions délictueuses à l'encontre de la population.</p> <p>Pour exemple, 6 éléments Raiya Mutomboki de la faction Mabala ont mené une incursion dans les villages de Nyombe et Maimingi où ils ont érigé une barrière sur laquelle ils auraient rançonné les passants. A la même date, une autre incursion a été perpétrée par les Bozi, une autre faction Raiya Mutomboki dans une mine de Kohoze. Enfin, dans la nuit à cette date, les mêmes éléments Bozi auraient attaqué la mine de Parking-village. En dehors de l'insécurité que vivent les populations du fait de ces incursions, les conséquences en termes de violations des droits humains, notamment les droits à la liberté, droits à la propriété, sont nombreuses. Plusieurs biens appartenant aux civils attaqués auraient été emportés. Certains civils auraient été contraints à porter les biens volés et d'autres auraient reçu des coups ayant occasionnés des blessures.</p> <p>Des cas de viols sont malheureusement à déplorer. Des miliciens Raiya Mutomboki de la faction Jean Musumbu et les Mai Mai Malaïka ont mené une incursion dans les sites miniers de Kambanyama et Kalusungu en groupement de Nkulu/chefferie de Wakabango 1^{er} dans la nuit du 06 au 07 juillet 2019. A l'issue de cette attaque, 12 femmes ont été violées parmi lesquelles 08 de Kambanyama et 04 de Kalusungu.</p> <p>Analyses / Défis : La situation actuelle dans cette zone a engendré des conséquences humanitaires graves à savoir : les pillages, les viols et le déplacement d'environ 653 ménages provenant des sites miniers précités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des séances de plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC et de la PNC pour l'augmentation des éléments FARDC et PNC dans cette zone.
Uvira	<p>La situation de protection a été sous la menace de la persistance de plusieurs poches d'insécurité entretenues par des groupes armés notamment dans les Hauts Plateaux d'Uvira à cause de la faible et/ou absence d'acteurs de sécurité.</p> <p>Les éléments armés FNL retranchés dans la forêt d'Itombwe dans le territoire de Mwenga à la suite des opérations de traque les ciblant, ont impacté négativement l'environnement de protection dans le groupement de Bijombo en raison de sa proximité avec ladite forêt. Dans la nuit du 18 au 19 juillet 2019 à Kashalalo dans la localité de Katanga dans le groupement de Bijombo, 60 vaches d'un résident de la communauté Banyamulenge auraient été pillées par les FNL et conduites dans la forêt du secteur d'Itombwe. La communauté banyamulenge a accusé le chef, d'origine Fuliru, d'être de mèche avec ces miliciens FNL. Cet incident risquerait de raviver les querelles latentes entre ces deux communautés.</p> <p>Pour rappel, un conflit foncier oppose ces deux communautés qui régulièrement s'affrontent. Ces épisodes de violence ont des conséquences graves sur la protection des populations qui se déplacent constamment avec des actes de violations des droits de l'homme commis à leur égard. Cette situation mérite une attention particulière car elle pourrait dégénérer et raviver le conflit intercommunautaire latent.</p> <p>Après une accalmie observée au mois de juin 2019 dans la plaine de Ruzizi, l'activisme d'hommes armés a refait surface durant le mois de juillet. Cet activisme serait lié à la délocalisation du 3304^{ème} Régiment FARDC de Luvungi à Lemera créant ainsi un vide sécuritaire dans le groupement d'Itara.</p> <p>Des mouvements d'hommes armés en provenance du Burundi profitant de la porosité des frontières ont également été signalés. Ces groupes armés étrangers ont été déjà impliqués dans des incidents de protection (Pour exemple dans le territoire de Kalehe où ils s'associent à des groupes armés</p>	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des séances de plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC et de la PNC pour pallier aux vides sécuritaires.

	<p>nationaux dans le cadre de conflits intercommunautaires ou à Fizi). Aussi leur présence dans certaines zones devrait faire l'objet d'une attention particulière.</p> <p>Analyses / Défis : Pour compenser ces vides ou ces faibles couvertures sécuritaires, des mouvements d'autodéfense resurgissent notamment à Luberizi, Bwegera et Mutarule dans le groupement d'Itara sous prétexte de barrer la route aux voleurs de gros et petits bétails. Ceci est un risque de protection dans la mesure où ils pourraient dépasser leurs objectifs et commettre des violations, constituant eux-mêmes des auteurs potentiels. L'absence d'acteurs de sécurité depuis le retrait de FARDC dans certaines zones offre un accès facile aux groupes armés.</p>	
Walungu	<p>Les localités de Lubimbe, Kibandamangobo ont été plus touchées par les cas d'incursions des membres des groupes armés Raiya Mutomboki Maheshe, Lukoba, Ndarumanga, Mabala. Depuis le 02 juillet 2019, les groupes de Mabala, Lukoba et Kafanyambio ont assuré le contrôle de ces deux localités pendant plus d'une semaine avant de se retirer et prendre la direction des territoires de Shabunda et de Kabare. Leur objectif était d'assurer le contrôle du tronçon Nzibira-Isezya et de préparer une attaque contre le groupe des RM de la faction Maheshe et Ndarumanga afin que ces derniers, présumés auteurs du pillage du matériel de l'ONGi MSF sur la place appelée Bukarakara, le 25 juin 2019, puissent restitués les biens volés aux propriétaires.</p> <p>Les miliciens Raiya Mutomboki de la faction Maheshe ont investi la localité de Cinda dans le groupement de Mulamba, depuis le 06 juillet 2019 jusqu'à la fin du mois de juillet. Plusieurs incidents de protection sont commis, en l'occurrence des extorsions de biens, des travaux forcés (obliger les membres de la communauté à construire leurs maisons d'habitation avec des clôtures, des toilettes et même à cultiver leurs champs). Dans le même groupement, la localité de Luntukulu et ses environs sont maintenant sous le contrôle des miliciens Raiya Mutomboki de la faction Maheshe et Ndarumanga.</p> <p>Analyses / Défis : Plusieurs violations de droits humains sont commises à l'égard des populations civiles entre autres les arrestations arbitraires, les extorsions de biens, les enlèvements, etc. Cette situation impacte négativement sur la vie quotidienne des civils qui ne peuvent plus vaquer à leurs travaux champêtres, augmentant ainsi le risque d'insécurité alimentaire dans cette contrée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des séances de plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC et de la PNC pour améliorer l'environnement sécuritaire de la zone.
Mwenga	<p>Le fait majeur ayant marqué le contexte de sécurité et de protection dans le territoire de Mwenga, est la rencontre qui avait réuni les miliciens Raiya Mutomboki, les Maï-Maï des factions Ngyalabatu, Nguvu ya Milima et Nakiliba et les FDLR le 06 juillet 2019 dans la localité de Miza dans le groupement de Batumba. L'objectif de la rencontre était la répartition des différentes zones à contrôler par ces derniers. Ainsi à la même date, six hommes en partance pour le carré minier de Kakanga ont été interceptés par un groupe d'environ 60 éléments Maï-Maï des factions Ngyalabatu, Nguvu ya Milima et FDLR qui leur ont ravies des biens et une somme d'argent avant de les contraindre à transporter le butin jusqu'à Miza dans le groupement de Batumba.</p> <p>Ces victimes ont été utilisées comme cuisiniers lors de cette fameuse rencontre avant d'être libéré le 07 juillet. Depuis lors, les FDLR contrôlent les villages se trouvant dans la chefferie de Burhinyi, les Maï-Maï Nguvu ya milima, la chefferie de Basile et enfin les Raiya Mutomboki de la faction Ngyalabatu et Mai-Mai Naziia, la chefferie de Lwindi.</p> <p>Analyses / Défis : Ces assaillants ont instauré des barrières payantes obligeant aux usagers de la route le paiement de taxes variant entre 500 et 1000FC et parfois l'octroi de vivres pour les femmes venant des champs. Cette situation inquiète à coup sûr les populations civiles et constitue une grande menace pour la protection de la population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des séances de plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC et de la PNC pour renforcer la présence et/ou l'augmenter le nombre des éléments FARDC et PNC dans cette zone.

6. Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	Mener des plaidoyers auprès du commandement militaire FARDC au niveau provincial pour le renforcement des dispositifs sécuritaires par les forces de l'ordre dans les territoires suivants : Uvira (groupements d'Itombwe, Lemera), Fizi (Hauts Plateaux de Fizi, sur l'axe Misisi_Kachemba_Lubichako), Kabambare (groupements de Benyebemba, Nonda), Shabunda (groupements de Mulamba et Bamuguba Sud : axe Isezya-Nzibira)	Custer protection	Normal
Cohabitation pacifique	Effectuer des missions d'évaluation sur les axes Kibandamangobo et Maimingi pour évaluer davantage le conflit foncier à risque de dégradation opposant les membres de la communauté Tembo vivant à Kibandamangobo et Lega vivant à Maimingi.	UNHABITAT et sous Cluster LTB	Urgent
SGBV	Organiser des ateliers de renforcement de capacité en faveur des éléments FARDC basés à Lemera centre et Mulenge sur les notions des Droits de l'Homme et la lutte contre les SGBV.	HCR et INTERSOS	Urgent

Pour tout contact :

Marie Helene Verney, Cheffe de Sous-Délégation, verney@unhcr.org

Nadia Barheza, Associate Protection Officer, barheza@unhcr.org

Annexes.1

Mouvement de population

Statuts	Période	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Territoire de Kabambare					
Déplacés internes	12 juillet 2019	Mayi ya moto, Tulungwa et Mabumba (territoire de Kabambare)	Katemo, Kasanga et Mabashe (territoire Kabambare).	Conflit armé entre deux seigneurs de guerre Brown et DEGDEGE au sein d'un même groupe armé Mai Mai	29 Ménages (179 personnes dont 67 hommes, 53 femmes et 59 enfants)
Déplacés internes		Kibumba (territoire de Kabambare)	Mwamuloyi et dans la forêt (Territoire Kabambare).	Rumeur faisant état d'une éventuelle attaque des FARDC contre les Mai-Mai Malaika présents dans les environs de la localité de Kibumba.	50 Ménages soit 250 personnes
Déplacés internes	25 juillet 2019	Kibenga, Gego, Kisanga, Mabanda, Kalufanya Penemwimba (Territoire de Kabambare)	Wamaza, les autres vers leurs champs (Territoire_Kabambare)	Affrontement du 25 Juillet entre les FARDC du 2104ème Régiment d'infanterie et les Mai-Mai Malaika à Kalufanya.	301 Ménages soit 1506 personnes
Territoire de Fizi					
Déplacés internes		Rwisankuku (Territoire de Fizi)	Kivumu et Mishashu, Groupement Basimunyaka Sud (Territoire Fizi).	Conflit armé entre coalition Mai-Mai et les Gumino	67 Ménages soit 335 personnes.
Territoire de Shabunda					
Déplacés internes	06 au 07 juillet 2019	sites miniers de Kambanyama, Kalusungu et Kyamisege en groupement de Nkulu/ Chefferie de Wakabango Ier dans le territoire de Shabunda	Lusenge, Kioka, Kalole et autres localités dans le groupement Nkulu en chefferie de Wakabango premier,	Incursions des Mai Mai de la faction Malaika	Environ 653 Ménages
Territoire de Mwenga					
Déplacés internes	26 juillet 2019	Nyakabere	Mugutu, Kasozo et Kangova en groupement de Kigogo	Enlèvement de 4 personnes par des éléments Mai-Mai du groupe Nakiliba	20 ménages composés de 100 personnes
Territoire de Kalehe					
Déplacés internes		Groupement Bashali en Territoire de Masisi dans la province du Nord Kivu (village de Rukofi, Kaniro, Kirungi)	Kusisa/Nyalugusha en groupement de Ziralo	Conflits fonciers entre les tutsi et les hutu	Environ 161 Ménages

Annexes. 2

#Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE						Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Exorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource		Violence Psychologique	
Fizi	2	7	0	30	13	0	0	83	0	0	22	3	0	3	1	4	0	1	0	0	0	169	11%
Uvira	0	10	0	0	29	0	0	43	0	0	40	3	0	0	0	5	2	1	1	0	0	134	9%
Kalehe	9	8	1	25	71	1	0	0	1	0	47	5	0	0	4	10	2	5	0	1	0	193	12%
Shabunda	50	16	1	58	75	0	0	14	4	1	62	0	0	0	10	14	8	7	1	1	0	322	21%
Walungu	46	23	8	86	75	0	0	0	0	0	68	0	0	0	2	0	0	5	1	0	0	314	20%
Mwenga	10	7	0	20	38	2	0	0	0	0	24	1	0	0	4	6	1	7	0	0	0	120	8%
Kabare	6	0	0	0	11	0	0	1	0	0	2	1	0	0	0	0	0	7	1	0	0	30	2%
Kabambare	3	35	0	38	5	14	0	67	0	0	95	0	0	0	15	2	1	0	0	1	0	278	18%
Grand Total	126	106	10	257	317	17	0	208	5	1	360	13	0	3	36	41	14	33	4	3	0	1560	

#Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE						Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Exorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource		Violence Psychologique	
Fizi	0	0	0	23	0	0	0	15	0	0	15	0	0	0	0							53	3%
Ruzizi	0	2	0	0	0	0	0	38	0	0	37	2	0	0	0							79	5%
Kalehe	0	1	0	7	11	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	3	0	3	0	0	0	29	2%
Shabunda																0	1	0	0	0	0	1	0%
Uvira	0	8	0	0	7	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0							16	1%
Kalole	28	9	0	19	31	0	0	6	4	1	28	0	0	0	10	13	1	3	1	0	0	154	10%
Lemera					22	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	1	1	1	0	0	0	28	2%
Nundu					0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	4	0%
Mulungu	22	7	1	39	44	0	0	8	0	0	34	0	0	0	0	1	6	4	0	1	0	167	11%
Kaniola	47	22	8	49	67	0	0	0	0	0	49	0	0	0	2	0	0	12	2	0	0	259	17%
Mwana	7	0	0	8	14	2	0	0	0	0	18	0	0	0	0	3	0	7	0	0	0	59	4%
Mubumbano	5	1	0	37	19	0	0	0	0	0	21	0	0	0	0							83	5%
Mwenga	3	7	0	12	24	0	0	0	0	0	6	1	0	0	4	3	1	0	0	0	0	61	4%
Kabambare	0	20	0	23	0	14	0	67	0	0	47	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	173	11%
Minova	5	0	0	1	25	0	0	0	0	0	15	0	0	0	4	2	1	2	0	1	0	56	4%
Kimbi Lulenge	2	7	0	7	13	0	0	67	0	0	7	2	0	3	0	3	0	1	0	0	0	112	7%
Haut-Plateau					0	0	0	5	0	0						4	1	0	1	0	0	11	1%
Kalonge	2	3	1	0	7	1	0	0	0	0	7	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0	26	2%
Bunyakiri	2	4	0	17	28	0	0	0	1	0	23	3	0	0	0	2	0	0	0	0	0	82	5%
Saramabila	3	15	0	2	2	0	0	0	0	0	32	0	0	0	4	1	0	0	0	1	0	62	4%
Lusangi	0	0	0	13	3	0	0	0	0	0	16	0	0	0	11							43	3%
Katana					0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0							2	0%
Grand Total	126	106	10	257	317	17	0	208	5	1	360	13	0	3	36	41	14	33	4	3	0	1560	

#Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE						Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Exorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource		Violence Psychologique	
Bandits	0	7	0	0	17	0	0	21	0	0	6	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	57	4%
FARDC	21	1	0	46	33	0	0	67	0	0	86	1	0	0	18	4	3	2	0	0	0	282	18%
Groupe arme inconnu	0	0	0	8	8	0	0	0	0	0	5	0	0	0	3	12	1	1	0	0	0	38	2%
Inconnu					15	1	0	0	0	0	12	4	0	0	1	3	0	0	0	0	0	36	2%
Mai Mai	77	94	10	178	208	15	0	119	0	0	215	0	0	3	11	9	8	15	2	0	0	965	62%
PNC	21	0	0	2	16	1	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	53	3%
Pop civile	2	0	0	0	4	0	0	0	4	1	1	1	0	0	0	8	0	10	2	3	0	40	3%
#N/A	0	2	0	17	8	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	35	2%
ANR	5	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	14	1%
FDLR	0	2	0	6	5	0	0	1	1	0	15	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	35	2%
FNL											0	1	0	0	0							1	0%
Garde Parc					1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0							2	
Grand Total	126	106	10	257	317	17	0	208	5	1	360	13	0	3	36	41	14	33	4	3	0	1560	

#Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Degueppissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique	
PDIs retournés	87	33	9	147	163	1	0	19	0	0	146	1	0	0	21	9	5	15	1	1	0	660	42.3%
PDIs	10	18	0	39	39	9	0	55	0	0	81	0	0	0	9	7	1	3	2	1	0	274	17.6%
Residents	29	53	1	71	115	7	0	134	5	1	133	12	0	3	6	25	8	15	1	1	0	624	40.0%
Rapatriés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0.0%
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0.0%
Grand Total	126	104	10	257	317	17	0	208	5	1	360	13	0	3	36	41	14	33	4	3	0	1,560	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Degueppissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique	
Femmes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0%
12-17	0	0	0	5	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	13	8	1	2	0	0	0	32	2%
18-59	14	4	0	19	46	3	0	43	4	1	44	2	0	0	5	27	6	25	2	3	0	248	16%
60+	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0%
Sous-total	14	5	0	24	46	3	0	45	4	1	45	3	0	5	41	14	27	4	3	0	285	18%	
Hommes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
12-17	4	2	3	33	8	0	0	2	0	0	6	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	61	4%
18-59	108	98	7	200	254	14	0	160	1	0	305	9	0	0	30	0	0	6	0	0	0	1196	77%
60+	0	1	0	0	9	0	0	1	0	0	4	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	16	1%
Sous-total	112	101	10	233	271	14	0	163	1	0	315	10	0	3	31	0	0	6	0	0	0	1275	82%
Grand Total	126	106	10	257	317	17	-	208	5	1	360	13	-	3	36	41	14	33	4	3	-	1,560	

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 57% des cas d'agressions sexuels et 34% des cas de viol documentés ont été enregistrés dans le territoire Shabunda

Violations	Fizi	Uvira	Kalehe	Shabunda	Walungu	Mwenga	Kabare	Kabambare	Total
Arrestation Arbitraire	2%	0%	7%	40%	37%	8%	5%	2%	100%
Enlèvement	7%	9%	8%	15%	22%	7%	0%	33%	100%
Travaux Forcés	12%	0%	10%	23%	33%	8%	0%	15%	100%
Extorsions de biens	4%	9%	22%	24%	24%	12%	3%	2%	100%
Incendie	0%	0%	6%	0%	0%	12%	0%	82%	100%
Pillages	40%	21%	0%	7%	0%	0%	0%	32%	100%
Coups et blessures	6%	11%	13%	17%	19%	7%	1%	26%	100%
Homicide	23%	23%	38%	0%	0%	8%	8%	0%	100%
Torture/Traitement inhumain	3%	0%	11%	28%	6%	11%	0%	42%	100%
Viol	10%	12%	24%	34%	0%	15%	0%	5%	100%
Agression sexuelle	0%	14%	14%	57%	0%	7%	0%	7%	100%
Agression physique	3%	3%	15%	21%	15%	21%	21%	0%	100%
Deni de ressources	0%	0%	33%	33%	0%	0%	0%	33%	100%

Figure 2. Incidents et territoires

Violations	Mai Mai	Bandits	FARDC	Groupe arme Inconnu	Inconnu	PNC	Pop civile	FDLR	Total
Arrestation Arbitraire	61%	0%	17%	0%	0%	17%	2%	0%	100%
Enlèvement	89%	7%	1%	0%	0%	0%	0%	2%	100%
Travaux Forcés	69%	0%	18%	3%	0%	1%	0%	2%	100%
Extorsions de biens	66%	5%	10%	3%	5%	5%	1%	2%	100%
Incendie	88%	0%	0%	0%	6%	6%	0%	0%	100%
Pillages	57%	10%	32%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Coup/Blessure	60%	2%	24%	1%	3%	3%	0%	4%	100%
Homicide	0%	23%	8%	0%	31%	0%	8%	23%	100%
Torture/Traitement inhumain	31%	0%	50%	8%	3%	0%	0%	0%	100%
Viol	22%	7%	10%	29%	7%	0%	20%	0%	100%
Agression sexuelle	57%	0%	21%	7%	0%	14%	0%	0%	100%
Agression Physique	45%	0%	6%	3%	0%	3%	30%	3%	100%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	100%

Figure 2 Incidents et auteurs présumés